

inorganisés augmentera. Le mot d'ordre de l'unité n'est autre chose qu'une des premières conséquences de cette pression. Par une juste politique, cette pression doit être en faveur du P.C. et de la C.G.T.U.

Si pour la période la plus proche, une politique active du front unique est la méthode principale de la stratégie syndicale des communistes français, ce serait néanmoins une erreur complète d'opposer la politique du F.U. à celle de l'unité de l'organisation syndicale.

Il est tout à fait incontestable que l'unité de la classe ouvrière ne pourra être réalisée que sur une base révolutionnaire. La politique du F.U. est un des moyens de libération des ouvriers de l'influence réformiste et même en fin de compte à l'unité véritable de la classe ouvrière. Nous devons inlassablement expliquer cette vérité marxiste aux ouvriers avancés. Mais une perspective historique, même la plus juste, ne peut pas remplacer l'expérience vivante des masses. Le parti est l'avant-garde, mais dans son travail, surtout syndical, il doit pouvoir se pencher vers l'arrière-garde. Il doit, en fait, démontrer aux ouvriers — une, deux et même dix fois s'il le faut — qu'il est prêt à n'importe quel moment à les aider à reconstituer l'unité de l'organisation syndicale. Et dans ce domaine, nous restons fidèles aux principes essentiels de la stratégie marxiste : la combinaison de la lutte pour les réformes avec la lutte pour la révolution.

Quelle est aujourd'hui l'attitude des deux confédérations syndicales envers l'unité ? Aux larges milieux d'ouvriers, elle doit paraître tout à fait identique. En vérité, les couches administratives des deux organisations ont déclaré que l'unification ne peut être conçue que « par en bas » sur la base des principes de l'organisation donnée. En se couvrant du mot d'ordre de l'unité par en bas, empruntés à la C.G.T.U., la confédération réformiste exploite l'oubli de la classe ouvrière et l'ignorance de la jeune génération qui ignore complètement l'œuvre scissionniste de Jouhaux, Dumoulin et Cie. En même temps, les monattistes aident Jouhaux en substituant aux tâches de combat du mouvement ouvrier le seul mot d'ordre d'unité syndicale. En qualité de courtiers honnêtes, ils dirigent tous leurs efforts contre la C.G.T.U. afin de détacher d'elle le plus grand nombre possible de syndicats, les groupes autour d'eux et entamer ensuite des pourparlers sur un pied d'égalité avec la confédération réformiste.

Pour autant que je puisse juger ici, d'après les matériaux que je possède, Vassart s'est prononcé pour que les communistes eux-mêmes mettent en avant le mot d'ordre d'un congrès d'unification des deux confédérations syndicales. Cette proposition fut catégoriquement rejetée, quant à son auteur, il fut accusé d'être passé sur la position de Monatte. Faute de données, je n'ai pas la possibilité de me prononcer à fond sur cette discussion. Mais je considère que les communistes français n'ont aucune raison de renoncer au mot d'ordre d'un congrès de fusion. Au contraire.

Les Monattistes disent : « Les premiers aussi bien que les seconds, sont des scissionnistes. Nous seuls sommes pour l'unité. Ouvriers, soutenez-nous. » Les réformistes répondent : « Nous, nous sommes pour l'unité par en bas », c'est-à-dire que « nous » permettons généreusement aux ouvriers de rejoindre notre organisation. Que doit dire, à ce sujet, la confédération révolution-